

IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE

De l'arrogance à l'obscénité : l'économie en procès

Jean-Pierre Dupuy
Université Stanford

Olivier Favereau a consacré un texte percutant et profond à ce qu'il appelle « l'arrogance de l'économie » (Favereau, 2015). En hommage à sa personne et à son œuvre, il me semble approprié de prolonger son analyse du point de vue qui est le mien, à savoir celui de quelqu'un qui a choisi de quitter la discipline parce qu'il la considérait comme irrémédiablement corrompue. Olivier Favereau, lui, et c'est tout à son honneur, a préféré rester en son sein guidé par l'espoir de la changer de l'intérieur. L'un des fondateurs de l'École dite « Économie des conventions », il n'y a pas peu contribué. Une chose est certaine en tout cas : nul n'est moins arrogant que lui !

Les crises économiques et financières récentes, ayant pris tous les économistes par surprise, auraient dû les ramener à un peu de modestie. C'est le contraire qui s'est passé. On ne les a jamais autant entendus sur les ondes, jamais autant lus dans les journaux. Après tout, ce sont eux les experts. C'est comme s'ils n'avaient aucune responsabilité dans ce qui s'est passé, comme si leur impuissance à donner sens à l'événement ne les disqualifiait pas d'office. Il y a eu quelque chose de touchant dans l'aveu d'Alan Greenspan au moment de la crise des *subprimes* : il n'avait rien vu venir car son credo lui disait que ces choses pourtant bien réelles étaient impossibles.

Les anecdotes personnelles racontées par Olivier Favereau dans ce texte de 2013, bien que vraies, ressemblent à s'y méprendre aux facéties rebattues que l'on raconte au sujet des économistes. Il y a celle de la clé que l'on cherche au pied du réverbère alors qu'on sait pertinemment qu'on l'a perdue ailleurs, mais au moins il y a là de la lumière – disons, l'occasion de produire un modèle mathématique trivial que l'on pourra publier. Il y a celle de l'économiste de Harvard qui se promène sur le campus en compagnie de quelques collègues et avise sur la pelouse un billet de cent dollars. Impossible, disent les autres sans même regarder : quelqu'un l'aurait déjà ramassé. Et ainsi de suite.

À mon tour de raconter une histoire édifiante et vraie. Elle se passe il y a un nombre respectable d'années, lors d'un dîner que j'organisais en hommage à Ivan Illich à l'occasion d'un de ses passages à Paris. Il y avait là entre autres l'éditrice britannique d'Illich, Marion B., et un économiste français d'excellente réputation, que j'appellerai Marc-Antoine. À la fin du repas, Marion sort de son sac un paquet de cigarettes et se met à fumer – c'est une chose que l'on pouvait encore faire à l'époque. Son voisin, Marc-Antoine, lui demande une cigarette, requête à laquelle Marion se prête de bonne grâce. Marc-Antoine pose alors devant elle, sur la table, une pièce de 20 centimes de franc de l'époque. Marion ne comprend pas. Il faut que Marc-Antoine lui explique que tout est réductible à un échange marchand, fût-ce un don sollicité, pour que Marion saisisse que Marc-Antoine est en train de lui acheter la cigarette qu'elle lui a donnée, non sans avoir d'abord calculé le juste prix de la cigarette individuelle. L'éditrice d'Illich s'est alors fâchée tout rouge, prise d'une colère que l'économiste visiblement n'a pas comprise. J'ajoute que Marc-Antoine était et reste un homme doux et courtois, réservé et modeste pourrions dire, à qui l'on donnerait le bon Dieu sans confession.

Il faut s'entendre sur le mot arrogance et Olivier l'explique très bien. Le mot vient du verbe latin *ad-rogare*, c'est-à-dire « demander plus » – comprendre : plus que son dû. En insistant pour payer ce qui lui avait été donné, Marc-Antoine traduisait en acte la prétention de la pensée économique à rendre compte de toutes les conduites humaines, fût-ce celles qui relèvent d'une sphère anthropologique distincte. Cette méprise sur les genres a un nom : obscénité. C'est parce que l'économie est arrogante qu'elle est obscène.

Adam Smith, qui fut philosophe de la morale avant de devenir celui que tous les économistes de la Terre considèrent comme leur père fondateur, sans doute sans l'avoir lu, se lamentait de ce que l'échange marchand, dont il comprenait qu'il était essentiel à la paix sociale, pût conduire à la « corruption des sentiments moraux ». L'exemple premier qu'il prenait était le fait d'observer que les hommes en arrivent à soudoyer leurs semblables pour obtenir d'eux un jugement favorable. Cela lui paraissait à la fois irrationnel et moralement haïssable. « Quand un homme a acheté tous ses juges, s'étonnait-il, la décision la plus unanime de la cour est impuissante à le rassurer sur son droit ; et eût-il engagé son procès dans l'unique but d'avoir cette assurance, qu'il n'aurait en aucun cas acheté ses juges » Adam Smith (1759). La corruption est obscène parce qu'elle aussi confond les sphères de justice, comme dirait Michael Walzer (2013).

Ce thème de la corruption que peut subir une valeur ou un bien par sa mise sur le marché, que celle-ci soit réelle ou virtuelle, est au cœur du livre du philosophe de Harvard, Michael Sandel, *What Money Can't Buy*, dont j'ai récemment édité et préfacé la version française (Sandel, 2014). On trouve dans ce livre une illustration saisissante, qui avait déjà fait l'objet de nombreux commentaires de la part des économistes. Il s'agit de crèches israéliennes. À l'heure dite les parents viennent récupérer leurs enfants, mais certains arrivent en retard, obligeant les puéricultrices à faire des heures supplémentaires. On peut supposer que certains parents en ressentent une certaine culpabilité mais leurs obligations sont telles que les retards ne cessent pas. Les crèches décident de faire payer une amende aux parents retardataires. Qu'arriva-t-il ? Les parents furent plus nombreux à arriver en retard.

L'amende paraissait *a priori* une manière plus efficace que la mauvaise conscience de faire sentir aux parents ce que leur retard coûtait en temps perdu aux puéricultrices. Ce qui arriva fut qu'elle fut confondue avec le prix d'un service rendu. À ce prix-là, cela valait la peine de se payer le service en question. L'amende se voulait une sanction morale. Le simple fait qu'elle se payât en argent la rabattit sur un échange d'un tout autre type, non plus mal contre mal, mais bien contre bien, analogue à l'achat d'un service marchand.

La réaction des économistes à cette analyse est encore plus révélatrice que le cas lui-même. Sous l'expression « les économistes », j'entends non seulement les professionnels et les praticiens de cette discipline, mais aussi tous ceux, citoyens lambda, dont l'esprit a été contaminé par le mode de pensée économique, et cela, hélas, fait beaucoup de monde. Cette réaction est la suivante : mais il suffisait d'augmenter la valeur de l'amende et l'on aurait vu les parents faire des efforts pour arriver à l'heure !

Cette réaction ne fait qu'enfoncer le clou : l'amende, comme tout prix, doit assurer l'équilibre entre l'offre et la demande. Or l'offre, ici, est nulle : les puéricultrices qui ne reçoivent évidemment pas le montant de l'amende n'ont aucune incitation à attendre les parents retardataires et, si elles le font, c'est poussées par cette étrange motivation qu'on appelle le devoir. L'amende doit donc être suffisamment pénalisante pour que les parents ne soient plus en retard.

Il y a quelque chose que ce beau raisonnement oublie et en fait un mode de pensée obscène : ce qui se passe pour une absence d'amende. Une absence d'amende n'est pas une amende nulle. La preuve en est que lorsque les crèches israéliennes ont renoncé à recourir à l'amende, les parents ont persisté dans leur retard aggravé. Le mal était fait et au prix nul du service rendu, cela valait la peine d'y recourir. Avant qu'une amende fût instituée, nous étions dans un tout autre contexte anthropologique où l'idée même d'échange marchand entre crèches et parents ne venait à l'esprit de personne.

Un présupposé de la **théorie** économique est que le bien et le mal sont de même nature, mais simplement de signes opposés. Selon la logique des vases communicants, cela revient à dire qu'un bien est un moindre mal et qu'un moindre bien est un mal. Un coût, c'est un manque à gagner et un gain, c'est un moindre coût. Cette équivalence n'a pas cours dans les sciences normatives, qu'il s'agisse de l'éthique, de la politique ou du droit. Lorsque ces disciplines se laissent envahir par la logique économique, elles perdent tout simplement leur âme.

Un présupposé de la **théorie** économique est que le bien et le mal sont de même nature, mais simplement de signes opposés. Selon la logique des vases communicants, cela revient à dire qu'un bien est un moindre mal et qu'un moindre bien est un mal. Un coût, c'est un manque à gagner et un gain, c'est un moindre coût. Cette équivalence n'a pas cours dans les sciences normatives, qu'il s'agisse de l'éthique, de la politique ou du droit. Lorsque ces disciplines se laissent envahir par la logique économique, elles perdent tout simplement leur âme.

Michael Sandel a eu l'occasion de prendre position contre l'idée qu'on pourra lutter contre le changement climatique à coup d'éco-taxes ou en donnant un prix au carbone. Il faut que celui qui fait le mal, en contribuant à détruire l'environnement, prenne conscience qu'il fait le mal. Si on le fait payer en argent, c'est le contraire qui se produit. Non seulement on ne le culpabilise pas, mais on étend le domaine de ses droits. Le système « *cap-and-trade* » institué par le protocole de Kyoto, qui accorde le droit de polluer au-delà de son quota d'émissions moyennant compensation financière accordée à ceux qui polluent moins, a pour résultat que personne ne voit plus ce qui est en jeu : la préservation d'une vie humaine décente sur Terre.

L'arrogance de l'économie ne connaissant pas de limites elle ne pouvait pas ne pas s'attaquer au domaine de la gratuité. Elle a développé d'ingénieuses techniques pour donner une valeur marchande non seulement à ce qui n'en a pas mais aussi à ce qui ne peut pas en avoir sous peine de corruption. Par exemple, on valorise tout service non marchand au prix qu'un sujet consent implicitement à payer pour l'acquiescer alors même que s'il le payait effectivement le service en question en serait dénaturé.

Dans la dernière livraison de son rapport annuel *L'économie française, comptes et dossiers*, l'INSEE confirme ce qu'il nous répète depuis quelque temps : nous sommes beaucoup plus riches que nous le pensions. Suivant les recommandations de la commission « Stiglitz-Sen-Fitoussi » réunie en 2009 par le président Sarkozy dans le but de mettre au point des indicateurs de bien-être qui n'aient pas les défauts du Produit Intérieur Brut (PIB), l'INSEE comptabilise désormais les heures passées aux travaux domestiques non rémunérés. Faire la cuisine, s'occuper du ménage, jouer avec les enfants, bricoler, emmener le chien faire ses besoins, c'est de la production autoconsommée. Ne pas en tenir compte c'est minimiser la production, la consommation et donc la richesse de la nation.

À l'échelle du pays, le temps total consacré à ces activités est éloquent : entre une et deux fois le temps de travail rémunéré. Une grosse proportion de ces heures est le fait des femmes. Mais si l'on veut ajouter au PIB ce qui est ainsi produit, il faut bien convertir les heures en valeur monétaire. L'INSEE a essayé plusieurs méthodes. Dans le dernier rapport, on a considéré qu'une heure passée à faire la cuisine valait le salaire qu'on aurait versé à un cuisinier accomplissant la même tâche. La valeur du temps passé avec ses enfants ? C'est ce qu'on aurait versé à une nounou faisant le même « travail », etc.

Quand on fait les calculs, on trouve que le PIB augmente de moitié et la consommation des ménages des deux tiers. La plupart des commentateurs semblent épatés. L'extrême gauche applaudit les résultats. Beaucoup considèrent qu'on reconnaît ainsi la dignité des tâches domestiques, le plus souvent accomplies par les femmes. Le principe d'égalité exige qu'on ne valorise pas selon des méthodes différentes le travail des femmes et celui des hommes.

Rares sont les observateurs qui ont vu dans cette opération ce qu'elle est en vérité : je le répète, une obscénité. Les plus lucides ont été ceux qui n'ont pas résisté au plaisir de débiter des gaudrioles. Surtout ne pas omettre dans le PIB élargi, ont-ils plaidé, le service que vous rend votre femme en multipliant le nombre de rapports par le prix de la passe, modulé selon son standing. Le paradoxe est que l'INSEE a refusé d'inclure dans le PIB français, résistant ainsi à une injonction européenne que les autres pays ont suivie en général sans maugréer, le chiffre d'affaires de la prostitution.

Les comptables de l'INSEE n'ont pas songé un instant que si l'argent n'achète pas certains biens sans les corrompre, alors il ne peut pas servir de mesure à tout. Donner une valeur monétaire à un bien c'est, au plan symbolique, le rendre convertible en argent. Confondant le symbolique et le réel, des internautes ont inféré de la hausse inespérée du PIB que leur retraite en serait augmentée ; d'autres, plus méfiants, que ce serait leurs impôts.

« Le temps, c'est de l'argent » : on ne croit pas si bien dire. Sur les autoroutes californiennes, aux heures de pointe, il faut être au moins deux dans sa voiture pour pouvoir emprunter la file de gauche. Il arrive que 90 % des automobiles ne véhiculent que leur seul conducteur. On est bloqués pare-chocs contre pare-chocs, la voie rapide est vide, la tentation de tricher est trop forte. Il serait risqué de placer une poupée gonflable sur le siège du passager. Pour remplir la même fonction, certains ont déjà recours aux services de prostituées sur le retour. La boucle est bouclée.

La liste établie par l'INSEE des tâches qui composent la production domestique comporte beaucoup de flou. Si on y place le temps passé à améliorer son habitat et à jouer avec ses enfants, pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Toutes les heures hors travail rémunéré contribuent au dur labeur de vivre, le sommeil comme le loisir, qui ne servent qu'à reproduire la force de travail. Toute la vie est un moyen au service d'une fin inexistante. Il n'y a plus de limites à l'*écono-mystification* du monde et à la confusion de toutes les valeurs. Nous sommes tous complices et victimes de ce cancer éthique (Dupuy, 2014).

J'ai plusieurs fois utilisé le mot « anthropologie » dans ce qui précède. Il ne devrait pas porter à confusion. Comme Olivier Favereau, la plupart des économistes hétérodoxes réclament la liberté de chercher leur inspiration dans les autres sciences de l'homme et de la société, sociologie, science politique, anthropologie, sans pour autant déchoir de leur qualité d'économiste. La position que j'ai choisie d'adopter, à l'extérieur de l'économie, me fait voir les choses différemment. D'abord, ces autres sciences de l'homme sont progressivement colonisées par l'esprit et les méthodes de l'économie, jusqu'à la psychologie et l'archéologie. Mais surtout, la question anthropologique que je pose n'est pas spécialement du ressort de la discipline régionale qui a pris ce nom.

Cette question, la voici : c'est la place que joue aujourd'hui l'économie dans nos vies individuelles et dans le fonctionnement de nos sociétés, mais aussi et surtout dans nos manières de penser. Cette place est exorbitante et nous trouvons cela banal. L'économie tend à envahir le monde et nos esprits. Ce n'est donc pas elle qui nous donnera le sens de ce phénomène massif et extraordinaire, puisqu'elle est à la fois juge et partie. Seul un regard éloigné, qui aurait réussi à se déprendre de l'économie, peut s'étonner de ce qui semble aller de soi au citoyen moderne, devenu intégralement, à son insu, *homo oeconomicus*. C'est d'une théorie générale de l'homme – une anthropologie au sens philosophique du terme – que nous avons besoin.

Bibliographie

Jean-Pierre Dupuy, 2014, *Economy and the Future. A Crisis of Faith*, Michigan State University Press.

Olivier Favereau, 2015, « Arrogance de l'économie, économie de l'arrogance », dans E. Enriquez (dir.), *L'arrogance : un mode de domination néo-libéral*, Paris, In Press, p. 147-164.

Michael Sandel, 2014, *Ce que l'argent ne saurait acheter. Les limites morales du marché*, Paris, Seuil, (traduit par Christian Cler).

Adam Smith, 1759, *The Theory of Moral Sentiments*, Edinburgh.

Michael Walzer, 2013, *Sphères de justice*, Paris, Seuil, nouvelle édition.

Source : Batifoulier Ph., Bessis F., Ghirardello A., de Larquier G. et Remillon D. (dir.), *Dictionnaire des conventions. Autour des travaux d'Olivier Favereau*, Septentrion, 2016, pp.159-163.